



**Cahier des Clauses Communes
Particulières (CCCP)
Ensemble des Lots
Travaux Sous-Section 4
Projet de Rénovation de la
CPAM de Rodez**



Site concerné

CPAM Rodez
155, avenue Bamberg
1020 RODEZ

Maitrise d'ouvrage :

CPAM Rodez
155, avenue Bamberg
1020 RODEZ



Maitrise d'œuvre Amiante :
ACCEO Environnement Montpellier
Le Crystal
125, rue Alfred Sauvy
34470 PEROLS

Date : 08/05/2025

Référence document : DCE-A 2025-028-886

Version : 1

Suivi des modifications

Version	Date	Rédacteur	Relecteur	Observations
1	08/05/2025	Alexis DORLIGH		Diffusion initiale

Contact

ACCEO Amiante – Siège

Le Grand Bosquet A
Chemin de Font Sereine
13420 Gémenos
Tél : 04 89 12 08 36

Rejoignez-nous sur www.acceo.eu, créez votre espace membre et accédez à tous nos contenus pédagogiques



Le Grand Bosquet A - Chemin de Font Sereine - 13420 Gémenos
Tél. 04 65 01 07 40 - Fax. 04 42 62 72 87 - contact-amiante@acceo.eu

Capital Social : 1 965 835 €
IBAN : FR76 1131 5000 0108 0049 5399 528

SIRET : 500 286 638
TVA : FR72 500 286 638



Sommaire

Glossaire	4
I. Nature et localisation des MPCA.....	5
II. Intervention sur des matériaux, des équipements, des matériels ou des articles susceptibles de provoquer l'émission de fibres d'amiante (Sous-Section 4)	6
III. Obligations réciproques pour les interventions à risque amiante	8
1. Obligations du Donneur d'Ordre pour les interventions à risque amiante	8
2. Obligations du titulaire pour les interventions à risque amiante	8
3. Obligations de résultats pour les interventions à risque amiante	8
IV. Généralités relatives aux travaux de Sous-Section 4	9
1. Documents et textes de référence.....	9
2. Qualifications et formation des travailleurs.....	9
3. Conditions suspensives au marché	9
4. Prestations prévues au marché.....	10
V. Conditions d'exécution des travaux et interventions sur des matériaux contenant de l'amiante11	
1. Cadre réglementaire	11
2. Etablissement d'un mode opératoire	11
3. Assurance responsabilité spécifique au risque amiante	12
4. Définition d'un niveau d'empoussièrement et chantier « test »	12
5. Modalité d'exécution des prestations en Sous-Section 4	13
6. Mesures d'empoussièrement	14
7. Gestion des déchets contenant de l'amiante	15
8. Dossier des Ouvrages Exécutés (DOE).....	15
VI. Description des travaux spécifiques liés à l'amiante, et Chantiers « Tests ».....	16
VII. Travaux en site occupé.....	19
1. Généralités	19
2. Protection - Nettoyage	19

Glossaire

Terme	Définition
Sous-Section 3 du Code du Travail	Plus communément retranscrite « SS3 » correspond aux dispositions spécifiques aux travaux de retrait et d'encapsulage d'amiante et de matériaux, d'équipements et de matériels ou d'articles en contenant (Articles R4412-125 à 143 du Code du Travail).
Sous-Section 4 du Code du Travail	Plus communément retranscrite « SS4 » correspond aux dispositions spécifiques aux interventions sur des matériaux, des équipements, des matériels ou des articles susceptibles de provoquer l'émission de fibres d'amiante (Articles R4412-144 à 148 du Code du Travail). Il s'agit de tous les types de travaux réalisés sur ou à proximité de matériaux contenant de l'amiante.
Section 2 du Code du Travail	Correspond aux dispositions spécifiques aux interventions sur des supports impactés par du plomb (Articles R4412-59 à R4412-93). Il s'agit de tous les travaux usuellement appelé « déplombage ».
APR	Appareil de Protection Respiratoire
ADR	Accord for Dangerous goods by Road (Accord pour le transport des marchandises Dangereuses par la Route)
BSD	Bordereau de Suivi des Déchets
BSDA	Bordereau de Suivi des Déchets Amiante
CAP	Certificat d'Acceptation Préalable
DEE	Déchets d'équipements électriques et électroniques
DIB	Déchets industriels banals
DIS	Déchets industriels spéciaux
EPI	Equipement de Protection Individuel
EPC	Equipement de Protection Collective
ICPE	Installations classées protection de l'environnement
ISDD	Installation de Stockage des Déchets Dangereux (ancienne classe 1)
ISDND	Installation de Stockage des Déchets Non Dangereux (ancienne classe 2)
ISDI	Installation de Stockage des Déchets Inertes (ancienne classe 3)
HAP	Hydrocarbure Aromatique Polycyclique
MPCA	Matériaux et produits contenant de l'amiante
MPSCA	Matériaux et produits susceptibles de contenir de l'amiante
PDRE	Plan de Démolition, de Retrait et d'encapsulage. Document plus communément dénommé Plan de Retrait
PGC	Plan Général de Coordination
PPSPS	Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé
THE	Filtres à Très Hautes Efficacités
VLEP	Valeur limite d'exposition professionnelle

I. Nature et localisation des MPCA

Conformément l'arrêté du 26 juin 2013 relatif au repérage des matériaux et produits de la liste C contenant de l'amiante et au contenu du rapport de repérage, le propriétaire d'un bâtiment a l'obligation de faire procéder à un repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante avant travaux.

Rapports mis à disposition

Le présent cahier des charges est établi à partir des pièces suivantes :

Zone concernée	Type de rapport	Entreprise	Référence du rapport	Date d'établissement
RDC / Local Serveur 011	Repérage Amiante Avant Travaux	BUREAU VERITAS	25676413/S1/1/AM- RTV_V1	14/03/2025

Le rapport de mission de repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante avant travaux réalisé par Bureau Veritas et joint au présent dossier a mis en évidence la présence d'amiante dans les matériaux suivants :

- △ Complexes enduits de jointement + bandes caliquots sur les cloisons ;
- △ Complexes dalles de sol + colle bitumineuse noire sur planchers techniques.

L'ensemble de ces matériaux sera recouvert en Sous-Section 4, pour chacun des lots concernés.

Les rapports amiante initiaux et les différents plans sont joints au présent dossier de consultation pour prise en compte de la part des entreprises.

II. Intervention sur des matériaux, des équipements, des matériels ou des articles susceptibles de provoquer l'émission de fibres d'amiante (Sous-Section 4)

Objet :

Le présent Cahier des Clauses Communes Particulières incluant les interventions en Sous-Section 4, a pour objet de fixer les conditions générales de réalisation de travaux en présence de Matériaux et Produits Contenant de l'Amiante pour la parfaite réalisation de l'ensemble des opérations susceptibles d'être réalisées dans le cadre du projet de rénovation du niveau R+1 de la CPAM de l'Aveyron, et plus particulièrement du local Serveur 011.

NOTA : le présent cahier des charges ne s'applique qu'aux travaux dits en Sous-Section 4. Les travaux de désamiantage seront spécifiés dans le Lot n°02 correspondant.

Les dispositions de la partie 3 relative aux dispositions techniques des interventions de Sous-Section 4 ont pour objet de compléter les cahiers des charges techniques des lots présentant une problématique potentielle de présence d'amiante.

Les lots et travaux concernés par la problématique amiante sont les suivants, n° :

- △ Lot 01 : **DEMOLITION**
- △ Lot 04 : **PLATRERIE / CLOISON**
- △ Lot 05 : **MENUISERIE INTERIEURE**
- △ Lot 06 : **SOL SOUPLE / SOL DUR**
- △ Lot 07 : **PEINTURES ET NETTOYAGE**
- △ Lot 08 : **FAUX-PLAFONDS**
- △ Lot 10 : **CFO/CFA/SSI**

Pour tous les lots et travaux en risque amiante, le chantier sera soumis au régime de la Sous-Section 4 du Code du Travail, établie par l'article R4412-94 et définie par les articles R4412-144 à R4412-148.

Les entreprises doivent réaliser leurs interventions selon les modalités décrites dans le présent CCCP. Toutes les clauses du CCCP, prévalent sur la réglementation du moment qu'elles la respectent.

Règlementation :

L'entreprise devra exécuter les travaux en parfaite conformité avec (liste non exhaustive) :

- △ Les lois, décrets, arrêtés et circulaires régissant la construction ;
- △ Le Cahier des Clauses Communes Particulières (CCCP) ;
- △ Les Cahiers des Clauses Techniques Particulières à chaque lot ;
- △ L'ensemble des normes françaises et européennes publiées par l'AFNOR ;
- △ Les recommandations de l'INRS en particulier concernant les interventions sur des matériaux, des équipements, des matériels ou des articles susceptibles de provoquer l'émission de fibres d'amiante ;

- △ Les lois, décrets, arrêtés et circulaires régissant le traitement et l'élimination des déchets contenant de l'amiante ;
- △ Les obligations dans les contrats d'assurance ;
- △ Les spécifications professionnelles et avis techniques.

III. Obligations réciproques pour les interventions à risque amiante

1. Obligations du Donneur d'Ordre pour les interventions à risque amiante

Dans le cadre du présent marché, le Donneur d'Ordre s'engage à transmettre l'information amiante disponible (Dossier Technique A미ante et l'ensemble des repérages amiante avant travaux effectués) en annexes du présent DCE.

2. Obligations du titulaire pour les interventions à risque amiante

Dans le cadre du présent marché, les titulaires s'engagent à prendre connaissance de manière proactive de tous les documents permettant d'identifier la présence ou l'absence d'amiante via les documents fournis dans l'appel d'offre. De plus, les titulaires s'engagent à respecter l'ensemble des dispositions prévues dans les articles traitant des problématiques « amiante » détaillés ci-dessous, à fortiori pour les opérations en site occupé, où les travaux ne devront en aucune circonstance permettre de générer un empoussièremement supérieur au seuil du Code de la Santé Publique de 5 fibres par litre.

3. Obligations de résultats pour les interventions à risque amiante

Pour les interventions sur des matériaux, des équipements, des matériels ou des articles susceptibles de provoquer l'émission de fibre d'amiante, interventions dites de Sous-Section 4, le titulaire devra être en mesure d'assurer un niveau d'empoussièremement de l'air en fibres d'amiante inférieur au seuil défini dans le Code de la Santé Publique de 5 fibres par litre à tout moment de son intervention et lors de la restitution des locaux.

De plus, en application de l'article R4412-108, et dans l'unique but de réduire au niveau le plus bas techniquement possible la durée et le niveau d'exposition des travailleurs et pour garantir l'absence de pollution des bâtiments, équipements, structures, installations dans lesquels ou dans l'environnement desquels les opérations sont réalisées, l'employeur met en œuvre :

- △ Des techniques et des modes opératoires de réduction de l'empoussièremement tels que le travail robotisé en système clos, la réduction de la volatilité des fibres d'amiante par l'imprégnation à cœur des matériaux contenant de l'amiante avec des agents mouillants, le démontage des éléments... ;
- △ Les mesures nécessaires de confinement et de limitation de la diffusion des fibres d'amiante à l'extérieur de la zone des opérations, notamment en mettant à disposition des travailleurs les moyens de décontamination appropriés et en définissant la procédure de décontamination à mettre en œuvre.

IV. Généralités relatives aux travaux de Sous-Section 4

1. Documents et textes de référence

L'Entreprise devra exécuter les travaux en parfaite conformité avec (liste non exhaustive) :

- △ Les lois, décrets, arrêtés et circulaires régissant la construction ;
- △ L'ensemble des normes françaises et européennes publiées par l'AFNOR ;
- △ Les recommandations de l'INRS en particulier concernant le traitement de l'amiante
- △ Les lois, décrets, arrêtés et circulaires régissant le traitement et l'élimination des déchets et en particulier des matériaux contenant de l'amiante ;
- △ Les obligations dans les contrats d'assurance ;
- △ Les spécifications professionnelles et avis techniques.

2. Qualifications et formation des travailleurs

Chaque Entreprise concernée devra justifier que ses salariés ont été informés sur le risque amiante et formés (hygiène, méthodologie des travaux et gestion des déchets) conformément à l'article R4412-87 du Code du Travail par un formateur compétent et certifié selon l'arrêté du 23 février 2012 (attestation de formation Sous-Section 4). Les équipes devront compter au moins un encadrant technique et deux techniciens formés.

3. Conditions suspensives au marché

Le candidat de chacun des lots devra transmettre au Maître d'Ouvrage l'ensemble des modes opératoires prévus d'être mis en œuvre et validés par la réalisation d'à minima un chantier test ainsi que le procès-verbal du laboratoire ayant mesuré l'empoussièrement sur un opérateur lors de la première mise en œuvre du processus visé par ce mode opératoire et le procès-verbal du laboratoire stipulant le respect du seuil du Code de la Santé Publique à tout moment de l'intervention (mesure environnementale inférieure à 5 fibres par litre). Ces modes opératoires seront fournis uniquement dans le cadre pour lequel des travaux de désamiantage n'ont pas été retenus.

A titre indicatif et non exhaustif, les modes opératoires mis en œuvre par le titulaire de chaque lot doivent être à minima :

- △ **Lot 01 : DEMOLITION** : Curage des faux-plafonds et percements/carottages de murs ou de tout autre élément relevant une présence d'amiante avérée ;
- △ **Lot 04 : PLATRERIE / CLOISON** : Création de cloisons sur ou à proximité de matériaux et produits contenant de l'amiante muraux ;
- △ **Lot 05 : MENUISERIE INTERIEURE** :
 - Mise en place de faux-planchers, de rampe et de bloc porte sur ou à proximité de matériaux et produits contenant de l'amiante ;
 - Percement et fixation d'éléments sur matériaux contenant de l'amiante muraux (meubles cuisine...)
- △ **Lot 06 : SOL SOUPLE / SOL DUR** : Mise en place de revêtements de sols sur faux-planchers techniques existants contenant de l'amiante et de plinthes sur matériaux contenant de l'amiante muraux ;
- △ **Lot 07 : PEINTURES ET NETTOYAGE** : Mise en peinture de revêtements muraux contenant de l'amiante ;
- △ **Lot 08 : FAUX-PLAFONDS** : Mise en place faux-plafonds sur matériaux contenant de l'amiante muraux ;
- △ **Lot 10 : CFO/CFA/SSI** :
 - Retrait et remise en place localisés de faux-planchers techniques amiantés

- Mise en place de chemins de câbles et câblages sur matériaux contenant de l'amiante muraux.

Périmètre : Ensemble des éléments diagnostiqués amiantés dans le périmètre des travaux et pour lesquels un désamiantage n'est pas possible ou n'a pas été retenu par le Maître d'Ouvrage ou ses représentants.

Dans le cas où le titulaire de chaque lot ne dispose pas des modes opératoires pour chacun des processus envisagés, le titulaire devra exécuter un chantier test lors de la toute première mise en œuvre du dit mode opératoire. Ce chantier test devra être associé à une mesure du niveau d'empoussièrement de l'air sur opérateur pour garantir le respect du seuil du Code du Travail et d'une mesure environnementale en vue de garantir le respect du seuil du Code de la Santé Publique de 5 fibres par litre. A défaut, le Maître d'Ouvrage se réserve le droit de résilier le marché.

L'entreprise devra prévoir pour chaque niveau d'empoussièrement des équipements de protections individuelles et collectives à mettre en places.

4. Prestations prévues au marché

L'ensemble des prestations prévues au marché et détaillées dans la Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF) s'entendent toutes dispositions comprises. Ainsi, l'établissement des modes opératoires supplémentaires non prévus dans les modes opératoires de base, les chantiers test, la fourniture du matériel de protection collective comme individuelle, la gestion des déchets, les contrôles périodiques des niveaux d'empoussièrement de l'air en fibres d'amiante devront être inclus dans les prix portés au DPGF et ne pourront faire l'objet de quelque facturation supplémentaire.

NOTA : Chaque entreprise mettra en place et assurera le repli d'une installation de chantier nécessaire pour le traitement des éléments contenant de l'amiante, à proximité directe d'accès au local serveur 011. Pour le Niveau 1 d'empoussièrement, un sas sec pourra suffire afin d'assurer la décontamination du personnel dans une zone dédiée.

V. Conditions d'exécution des travaux et interventions sur des matériaux contenant de l'amiante

1. Cadre réglementaire

L'entreprise devra notamment respecter la réglementation suivante en vigueur :

- △ Articles R4412-94 à R4412-124 et R4412-144 à R4412-148 du code du travail ;
- △ Arrêté du 23 février 2012 définissant les modalités de la formation des travailleurs à la prévention des risques liés à l'amiante ;
- △ Arrêté du 14 août 2012 relatif aux conditions de mesurage des niveaux d'empoussièrement, aux conditions de contrôle du respect de la valeur limite d'exposition professionnelle aux fibres d'amiante et aux conditions d'accréditation des organismes procédant à ces mesurages ;
- △ Arrêté du 7 mars 2013 relatif au choix, à l'entretien et à la vérification des équipements de protection individuelle utilisés lors d'opérations comportant un risque d'exposition à l'amiante ;
- △ Arrêté du 8 avril 2013 relatif aux règles techniques, aux mesures de prévention et aux moyens de protection collective à mettre en œuvre par les entreprises lors d'opérations comportant un risque d'exposition à l'amiante ;
- △ Décret n°2013-594 du 5 juillet 2013 relatif aux risques d'exposition à l'amiante ;
- △ Décret n°2015-789 du 29 juin 2015 relatif aux risques d'exposition à l'amiante ;
- △ Norme NF EN ISO 16000-7 relative à la stratégie d'échantillonnage pour la détermination des concentrations en fibres d'amiante en suspension dans l'air intérieur et son guide d'application (GA X46-033 d'août 2012).

2. Etablissement d'un mode opératoire

L'entreprise doit l'établissement d'un mode opératoire selon l'art. R.4412-145 à 147 du Code du Travail.

Le mode opératoire contiendra les informations suivantes :

- △ La nature de l'intervention ;
- △ Les matériaux concernés ;
- △ La fréquence et les modalités de contrôle du niveau d'empoussièrement du processus mis en œuvre et du respect de la valeur limite d'exposition professionnelle ;
- △ Le descriptif des méthodes de travail et moyens techniques mis en œuvre ;
- △ Les notices de poste prévues à l'article R.4412-39 ;
- △ Les caractéristiques des équipements utilisés pour la protection et la décontamination des travailleurs ainsi que celles des moyens de protection des autres personnes qui se trouvent sur le lieu ou à proximité de l'intervention ;
- △ Les procédures de décontamination des travailleurs et des équipements ;

- △ Les procédures de gestion des déchets ;
- △ Les durées et temps de travail déterminés en application des articles R.4412-118 et R.4412-119.

Lorsque la durée prévisible de l'intervention est supérieure à cinq jours, l'entreprise doit également transmettre à la DREETS, la CARSAT et l'OPPBT :

- △ Le lieu, la date de commencement et la durée probable de l'intervention ;
- △ La localisation de la zone à traiter, la description de l'environnement de travail du lieu de l'intervention ;
- △ Les dossiers techniques prévus à l'article R.4412-97 ;
- △ La liste des travailleurs impliqués. Cette liste mentionne les dates de délivrance des attestations de compétence des travailleurs, les dates de visite médicale et précise, le cas échéant, le nom des travailleurs sauveteurs secouristes du travail affectés au chantier ainsi que les dates de validité de leur formation.

3. Assurance responsabilité spécifique au risque amiante

Le titulaire du marché devra justifier dans les 15 jours suivant la date de notification du contrat et avant tout commencement d'exécution des travaux qu'il est titulaire d'une assurance garantissant sa responsabilité à l'égard des tiers au niveau des atteintes à l'environnement en cas d'accident ou dommages causés par la conduite des travaux de désamiantage.

4. Définition d'un niveau d'empoussièrement et chantier « test »

L'entreprise justifiera dans son offre de la méthodologie d'exécution des travaux de chacun des processus envisagés. Par processus on entend : chaque couple matériaux / mode opératoire utilisés, et type de protections collectives mises en œuvre.

L'entreprise estimera le niveau d'empoussièrement attendu pour chaque processus et adaptera les protections individuelles et collectives. Elle classera les processus selon les 3 niveaux suivants en respectant la VLEP de 10 fibres/litre en moyenne sur 8 heures pour les opérateurs :

- △ **Niveau 1** : EMPOUSSIÈREMENT < 100 fibres/litre ;
- △ **Niveau 2** : 100 fibres/litre < EMPOUSSIÈREMENT < 6000 fibres/litre ;
- △ **Niveau 3** : 6000 < EMPOUSSIÈREMENT < 25000 fibres/litre.

Pour chaque processus envisagé, en fonction du taux d'empoussièrement envisagé, chaque entreprise fournira dans son offre le descriptif :

- △ Du mode opératoire ;
- △ Le niveau d'empoussièrement envisagé en fonction du mode opératoire ;
- △ Des équipements de protection collectifs et individuels envisagés ;
- △ Des moyens en personnel et en matériel prévus ;
- △ Du détail du programme de contrôles que l'entreprise effectuera pendant les travaux (point d'arrêt, autocontrôle, mesure d'empoussièrement...).

Pour chaque processus et dans le cadre du mode opératoire mise en œuvre, chaque entreprise devra pouvoir justifier à tout moment à la Maîtrise d'Ouvrage, le niveau d'empoussièrement et le respect de la valeur limite d'exposition professionnelle (VLEP) en transmettant le procès-verbal du laboratoire ayant mesuré l'empoussièrement sur un opérateur lors de la première mise en œuvre du processus (chantier test).

A défaut, l'entreprise devra se baser sur les résultats issus de la base Scol@miente. L'entreprise devra réaliser des chantiers tests pour justifier l'empoussièrement de tous les processus envisagés qu'elle n'a pas déjà validés. Les résultats du chantier test appartenant à l'entreprise, aucun surcote ne pourra être demandé auprès du donneur d'ordre.

5. Modalité d'exécution des prestations en Sous-Section 4

Conformément à l'article R4412-108 du code du travail, afin de réduire au niveau le plus bas techniquement possible la durée et le niveau d'exposition des travailleurs, et pour garantir l'absence de pollution du bâtiment, équipements, structures, installations dans lesquels, ou dans l'environnement desquels les opérations sont réalisées, l'entreprise met en œuvre :

- △ Des techniques et des modes opératoires de réduction de l'empoussièrement ;
- △ Les mesures nécessaires de confinement et de limitation de la diffusion des fibres d'amiante à l'extérieur de la zone des opérations, notamment en mettant à disposition des travailleurs les moyens de décontamination appropriés et en définissant la procédure de décontamination à mettre en œuvre.

Quelques soient les processus mis en place, les travaux doivent être réalisés conformément aux stipulations minimales suivantes :

- △ Balisage de la zone d'intervention pendant les travaux ;
- △ Mise en place de protections résistantes et étanches (film de propreté) sur surfaces, structures et équipements non concernés par l'opération, non décontaminables, et susceptibles d'être pollués par les travaux ;
- △ Utilisation d'équipements de protection individuelle du personnel adapté au niveau d'empoussièrement et aux contraintes de travail (combinaison, gants, bottes, et masque complet à filtration P3 à ventilation assistée) ;
- △ Réalisation des travaux avec les processus permettant d'abaisser la concentration en fibres d'amiante au niveau le plus bas techniquement possible avec notamment l'abattage des poussières, l'aspiration des poussières à la source, la sédimentation continue des fibres en suspension dans l'air ;
- △ Conditionnement et évacuation des déchets à l'avancement et conforme à la réglementation ADR (Agreement concerning the International carriage of Dangerous goods by Road) de transport de produits dangereux ;
- △ L'entreprise devra justifier que tous les équipements sortant de la zone, seront intégralement décontaminables (EPI y compris masque et sangles, outils de travail, ...), ou justifier de procédure garantissant la non propagation de fibres d'amiante hors de la zone ;
- △ L'accès à la zone de chantier doit être rigoureusement interdit pendant toute la durée du chantier à toute personne.

Dans le cas de la réalisation des processus en niveaux 2 ou 3 d'empoussièrement, l'entreprise devra également mettre en place les dispositions suivantes :

- △ Mise en place d'un sas de décontamination à 5 compartiments, ou à 3 compartiments comportant au minimum deux douches ;

- △ Isolement de la zone de travail vis-à-vis de l'environnement extérieur avec séparation physique, étanche à l'air et à l'eau (existante ou à mettre en place) avec matériau approprié aux contraintes (intempéries, dépression, protection mécanique...) ;
- △ Calfeutrement de la zone de travail par neutralisation et obturation des dispositifs d'échange d'air entre l'intérieur et l'extérieur de la zone de travail, protection doublée (en niveau 3) ;
- △ Fenêtres dans le confinement pour visualiser le chantier depuis l'extérieur sauf si la configuration du chantier ne le permet pas en privilégiant la bulle de vision ;
- △ Flux d'air neuf et permanent pendant toute la durée du chantier, de l'extérieur vers l'intérieur de la zone de travail ;
- △ Un ou plusieurs extracteurs d'air à filtres très haute efficacité (THE) avec rejet de l'air vers le milieu extérieur et au moins un extracteur de secours. En cas de rejet vers le milieu intérieur, extracteurs avec double filtres THE. Les extracteurs sont systématiquement installés à l'extérieur des zones confinées pour permettre leur maintenance, sauf impossibilité technique ;
- △ Nombre de renouvellement d'air en volumes par heure minimum : 6 (NE 2) ou 10 (NE 3) et homogénéité du renouvellement d'air de la zone de travail ;
- △ Extracteurs alimentés par un système électrique équipé d'un dispositif de secours.

6. Mesures d'empoussièrement

L'entreprise mettra en œuvre le programme de mesure d'empoussièrement pour mesure la concentration en fibre d'amiante dans l'air selon son analyse de risque. Le prix des prestations intègre le coût des mesures sur opérateurs pour s'assurer du respect de la VLEP ou des mesures environnementales pour d'assurer de l'absence de pollution des locaux concernés par les travaux ou les locaux voisins.

Le donneur d'ordre ne prévoit aucune mesure de contrôle pendant les travaux. La réalisation des mesures de restitution ne sera pas systématique. Le titulaire du marché sollicitera le donneur d'ordre pour la réalisation de ces mesures s'il le juge nécessaire en fonction de son analyse de risque.

A contrario, pour la mise en place des chantiers tests, et pour tout travail relevant des dispositions de la sous-section 4 du Code du Travail, l'entreprise doit prévoir les mesures d'empoussièrement suivantes lors du chantier test :

Nature	Lieu	Conditions	Objectif
Pendant les travaux amiante			
Mesures environnementales <i>Mesures type O, R, S selon le guide FD X46-033</i>	Au niveau des différents points cités par le FD X 46-033	Durée : au moins 4 h 1 fois/semaine pour chaque type de mesure	Garantir l'absence de dispersion de fibres en dehors de la zone d'intervention (seuil 5 f/L)
Mesures sur opérateur <i>Mesures type J et K selon le guide FD X46-033</i>	Sur opérateur en situation significative d'exposition	Durée : 2h 1 fois par semaine par processus	Garantir le respect de la VLEP fixée à 10f/L sur 8h. Réaliser un chantier test. Réaliser un chantier de validation.
À la fin des travaux amiante			
Mesures libératoires <i>Mesures types U et V selon le guide FD X46-033</i>	Dans les zones de retrait d'amiante	Durée : au moins 24 h Sous stratégie d'échantillonnage	S'assurer de l'absence de fibre d'amiante suite aux travaux (seuil 5 f/L)

Note importante : Ces mesures sont à prévoir lors du chantier test mais également dès lors qu'un processus n'est pas validé avec un empoussièrement inférieur à 5 fibres/L.

7. Gestion des déchets contenant de l'amiante

L'ensemble des coûts liés au conditionnement, au transport et au traitement des déchets contenant de l'amiante en filières seront compris dans l'offre du titulaire du présent lot.

L'entreprise devra transmettre avant le démarrage des travaux les certificats d'acceptation préalable (CAP) de déchets contenant de l'amiante ou contaminés en filière pour chaque catégorie de déchets.

L'entreprise triera les déchets contenant de l'amiante ou contaminés par nature de matériaux et devra les évacuer vers les filières adéquates (ISDD ou inertage).

Les déchets contenant de l'amiante ou contaminés sont ramassés au fur et à mesure de leur production, conditionnés dans des emballages appropriés et fermés (double ensachage en big-bag ou conditionnés sur palettes filmées) avec apposition de l'étiquetage « amiante ».

Les colis doivent être décontaminés à la sortie de la zone de travail et directement évacués du site. Aucun stockage de déchets ne sera autorisé à l'extérieur du périmètre mis à disposition de l'entreprise.

Les déchets doivent ensuite être évacués hors du chantier dès que le volume le justifie. Pour rappel le transit de déchets dangereux est soumis à une déclaration ou une autorisation préfectorale selon les charges au titre des installations classées pour l'environnement.

L'entreprise transmettra pour signature au Maitre d'Ouvrage les bordereaux de suivi de déchets (BSDA) complétés avant l'évacuation des déchets.

L'entreprise devra s'assurer et être en mesure de démontrer au Maitre d'Ouvrage que le transporteur ou le collecteur des déchets dangereux ou non dangereux dispose bien de l'ensemble des agréments préfectoraux pour le transport ou le transit de ces déchets.

L'ensemble des BSDA signés par la filière d'évacuation devront être remis au Maitre d'Ouvrage en fin de chantier lors de la remise du DOE.

8. Dossier des Ouvrages Exécutés (DOE)

L'entreprise doit l'établissement du dossier des ouvrages exécutés comprenant pour les travaux réalisés en sous-section 4 :

- △ Le mode opératoire transmis aux organismes ainsi que ses éventuels avenants ;
- △ Le journal de chantier ;
- △ Les mesures d'empoussièrement de suivi des travaux réalisés ;
- △ Les certificats d'acceptation préalable (CAP) et les BSDA (bordereaux de suivi des déchets amiante).

VI. Description des travaux spécifiques liés à l'amiante, et Chantiers « Tests »

Des chantiers tests des différentes interventions seront à mener dans le périmètre des travaux. Ces chantiers tests auront pour but de valider le protocole de réalisation vis-à-vis du risque amiante, pour les entreprises ne les ayant pas déjà réalisés.

Par ailleurs, une mesure d'empoussièrement fin de travaux pour l'amiante, sera menée pour évaluer le protocole de chacune des entreprises, et ainsi laisser l'accès libre sur une zone propre, à l'entreprise suivante.

Pour les modes opératoires afférents à tous les lots concernés par les problématiques amiante, si des chantiers tests ou des contrôles de la VLEP ont déjà été réalisés en amont de l'opération, les valeurs seuil seront données dans le cadre de la réponse technique au présent marché.

Dans le cas contraire, chaque entreprise devra mettre en place ses propres chantiers tests et contrôles de la VLEP au démarrage des opérations en question.

Ci-après, l'ensemble des lots concernés par les problématiques amiante sur l'ensemble des opérations prévues :

Entité / Sujet	Lot(s) concerné(s)	Descriptif des travaux	Intervention sur MPCA – travaux en SS4	Modes opératoires	Spécificités
Complexes enduits + bandes caliquots amiantés	Lot n°01 DEMOLITION	Curage des faux-plafonds et percements/carottages de murs contenant de l'amiante	X	Travaux SS4 Percement avec dépose et repose de matériel sur ou à proximité de MPCA Travaux en Niveau 1 d'empoussièrement	Aucune entrée et sortie autorisée dans les zones pendant les travaux sauf urgence Interface avec murs amiantés
	Lot n°04 PLATRERIE / CLOISON	Création de cloisons sur ou à proximité de matériaux et produits contenant de l'amiante muraux		Travaux SS4 Percement et fixation de matériel sur ou à proximité de MPCA Travaux en Niveau 1 d'empoussièrement	Aucune entrée et sortie autorisée dans les zones pendant les travaux sauf urgence Interface avec murs amiantés
	Lot n°05 MENUISERIE INTERIEURE	△ Mise en place de faux-planchers, de rampe et de bloc porte sur ou à proximité de matériaux et produits contenant de l'amiante ; △ Percement et fixation d'éléments sur matériaux contenant de l'amiante muraux (meubles cuisine...)		Travaux SS4 Percement et fixation de matériel sur ou à proximité de MPCA Travaux en Niveau 1 d'empoussièrement	Aucune entrée et sortie autorisée dans les logements pendant les travaux de retrait sauf urgence Interface avec murs et sols amiantés
	Lot n°07 PEINTURE ET NETTOYAGE	Mise en peinture de revêtements muraux contenant de l'amiante		Travaux SS4 Recouvrement par mise en peinture sur ou à proximité de MPCA Travaux en Niveau 1 d'empoussièrement	Aucune entrée et sortie autorisée dans les zones pendant les travaux sauf urgence Interface avec murs amiantés

Entité / Sujet	Lot(s) concerné(s)	Descriptif des travaux	Intervention sur MPCA – travaux en SS4	Modes opératoires	Spécificités
	Lot n°08 FAUX-PLAFONDS	Mise en place faux-plafonds sur matériaux contenant de l'amiante muraux		Travaux SS4 Percement et fixation de matériel sur ou à proximité de MPCA Travaux en Niveau 1 d'empoussièrement	Aucune entrée et sortie autorisée dans les zones pendant les travaux sauf urgence Interface avec murs amiantés
	Lot n°10 CFO/CFA/SSI	Mise en place de chemins de câbles et câblages sur matériaux contenant de l'amiante muraux		Travaux SS4 Percement et fixation de matériel sur ou à proximité de MPCA Travaux en Niveau 1 d'empoussièrement	Aucune entrée et sortie autorisée dans les zones pendant les travaux sauf urgence Interface avec murs amiantés
Complexes dalles de sols + colles amiantés	Lot n°06 SOL SOUPLE / SOL DUR	<p>⚠ Mise en place de revêtements de sols sur faux-planchers techniques existants contenant de l'amiante</p> <p>⚠ Mise en place de plinthes sur matériaux contenant de l'amiante muraux</p>		Travaux SS4 <p>⚠ Recouvrement de faux-planchers techniques amiantés</p> <p>⚠ Fixation de plinthes par collage sur revêtements muraux amiantés</p> Travaux en Niveau 1 d'empoussièrement	Aucune entrée et sortie autorisée dans les logements pendant les travaux de retrait sauf urgence Interface avec murs et sols amiantés
	Lot n°10 CFO/CFA/SSI	Retrait et remise en place localisés de faux-planchers techniques amiantés		Travaux SS4 Retrait et remise en place d'éléments amiantés avec leur support Travaux en Niveau 1 d'empoussièrement	Aucune entrée et sortie autorisée dans les logements pendant les travaux de retrait sauf urgence Interface avec sols amiantés

Rappel : Pour chaque processus SS4 prévus d'être mis en œuvre, un chantier test devra être systématiquement réalisé sur site pour validation (niveau d'empoussièrement attendu <5 F/L), ou les résultats d'un chantier test précédent devront être fournis.

VII. Travaux en site occupé

1. Généralités

Le chantier se déroule en site en coactivité. Les entreprises intégreront lors de leurs interventions cette contrainte et, en particulier :

- △ Chaque titulaire devra prévoir dans son offre la présence obligatoire du responsable de chantier à la réunion d'information prévue avec le Maître d'Ouvrage, le Maître d'Œuvre, l'OPC et les autres entreprises.
- △ Chaque titulaire devra mettre en œuvre un planning d'intervention spécifique. Ce planning sera à définir avec les autres entreprises, la Maitrise d'Ouvrage, le MOE et l'OPC. Les prises de contacts téléphoniques avec les locataires seront réalisées par l'entreprise suivant la liste fournie par le Maître d'Ouvrage.

2. Protection - Nettoyage

Chaque entreprise devra assurer la protection de ses ouvrages par tout moyen de son choix, que ce soit contre les intempéries, la détérioration par la chute d'objets, le vol, etc.

Elle aura également à sa charge la remise en état au cours du chantier des moyens de protection et de tout élément du bâtiment endommagé par ses travaux.

Chaque entreprise devra, à ses frais, le remplacement de tout matériel détérioré ou disparu en cours de chantier. Ce remplacement pourra être effectué à la mise en service de l'installation ou avant si nécessaire.

Le MOA se réserve le droit d'imputer des frais de nettoyage aux entreprises en cas de manquement aux exigences de propreté définies ci-dessus.

Rapport de repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante avant travaux
